

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 589 - 21 octobre 1993 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• Non à la privatisation de l'aérospatiale	2	• Congrès du PCF	6
• Riposte à Balladur	3	• Fête de Nantes	6
• Hommage aux martyrs de la Résistance	4-5	• Mandela : Nobel de la Paix	7

Contre la politique de Balladur

Faire grandir la riposte

Alors que le gouvernement accélère son offensive contre le monde du travail, dans un climat social qui oscille entre colère et résignation, tout indique que l'opposition à la politique actuelle est plus importante qu'il n'y paraît.

Un an après le référendum sur Maastricht, deux sondages viennent révéler que si les français devaient se prononcer à nouveau, le NON l'emporterait avec 54 à 56 % des suffrages. Une autre enquête relative aux discussions du GATT a montré que deux français sur trois (68 %), sont favorables à l'utilisation du droit de veto contre les exigences américaines.

Alors que Balladur se dit placé dans un choix qui serait entre « un compromis honteux » ou « un isolement dangereux », André Lajoinie, au nom du Parti Communiste, expliquait que des soutiens ne manqueraient pas de s'exprimer si la France prenait courageusement le parti de s'opposer à la loi de la jungle pour proposer de nouvelles règles de coopération, un autre GATT dégagé de la tutelle américaine et permettant un progrès pour tous les peuples. C'est pourquoi les communistes agissent pour que notre pays utilise son veto.

L'autre grande question posée, c'est l'opposition au plan quinquennal. Les rassemblements que l'on a connus sont stimulants même s'ils ne sont pas à la hauteur des mauvais coups portés, mais ils sont plus nombreux, plus unitaires, plus divers. Les manifestations des 12 et 15 octobre à NANTES et à SAINT-NAZAIRE, avec les différentes organisations syndicales, et la marche régionale pour l'emploi organisée le samedi 23 octobre à NANTES par la C.G.T., sont encourageantes.

Nous le voyons, face aux coups portés le grand capital et le gouvernement à son service se sont engagés dans une vaste offensive qui vise à accélérer la construction d'une autre société.

Avec le plan quinquennal, et au travers des attaques organisées contre le code du travail, le code de la nationalité, la S.N.C.F., la SECU, les retraites, la réforme hospitalière, l'objectif apparaît clairement.

Il s'agit pour le pouvoir, de bouleverser la vie des gens et de la société, avec moins de droits et de protection pour les citoyens et davantage de privilèges pour les puissances d'argent.

Dans les entreprises et le pays, une riposte de grande ampleur est nécessaire. Elle suppose de lever les obstacles à l'unité qui entravent encore la volonté de rassemblement dans la diversité qui s'exprime de plus en plus chez les gens.

Bien sûr, la question n'est pas seulement posée au plan revendicatif. Les communistes ont la volonté d'aider à l'unité et d'agir pour construire le rassemblement afin d'ouvrir une perspective politique.

Les communistes sont déterminés à contribuer au développement de l'action pour rassembler contre les coups portés au monde du travail et pour rassembler autour d'autres choix politiques. C'est à cela qu'ils entendent se consacrer plus que jamais dans la période qui s'ouvre.

Michel RICA
membre du secrétariat fédéral

UNE RÉCOMPENSE RAREMENT AUSSI MÉRITÉE NELSON MANDELA PRIX NOBEL DE LA PAIX

LE PRÉSIDENT DU CONGRÈS NATIONAL AFRICAIN A DÉDIÉ LE PRIX « A TOUS LES SUD-AFRICAINS COURAGEUX, NOIRS ET BLANCS, QUI ONT TANT SOUFFERT » POUR METTRE FIN A L'APARTHEID.



LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 1993 A ÉTÉ ATTRIBUÉ A NELSON MANDELA ET A FREDERIK DE KLERK. C'EST L'ANCIEN PRISONNIER DE L'APARTHEID, ACTUEL PRÉSIDENT DE L'ANC, ET LE PEUPLE SUD-AFRICAIN QUI SONT RÉCOMPENSÉS APRÈS DE LONGUES ANNÉES DE SOUFFRANCES ET DE LUTTES.

CETTE NOUVELLE RÉJOUIT TOUS CEUX QUI, EN FRANCE ET DANS LE MONDE, ONT AGI CONTRE LE RÉGIME RACISTE DE PRETORIA.

LA PRIVATISATION D'AEROSPATIALE : UNE AGRESSION EXCEPTIONNELLE CONTRE UN ATOUT MAJEUR INDUSTRIEL ET HUMAIN POUR LES ETABLISSEMENTS DE NANTES ET SAINT-NAZAIRE

L'Aérospatiale souffre du désengagement financier de l'Etat français : les aides ne sont pas au niveau des nécessités car notre pays a besoin d'une politique industrielle de redressement national. Celle-ci doit être ouverte à la coopération internationale pour que la France et notre région bénéficient d'une croissance riche en emplois de qualité et, sur cet aspect, le secteur public devrait être mobilisé.

PRIVATISATION = REDUCTION D'EFFECTIFS + DIMINUTION MASSE SALARIALE

Déjà, l'idée de la privatisation conduit à une accentuation des réductions d'effectifs et à l'écrasement des masses salariales pour accroître la part du chiffre d'affaire consacré au secteur financier.

Le risque existe de faire de l'Ouest, comme en Lorraine et dans le Nord, un désert économique.

Avec Aérospatiale touchée, directement ou indirectement,

ce sont près de 12 000 emplois qui disparaîtraient. La Région ne connaîtrait qu'une seule grosse entreprise : la Construction Navale. Avec la privatisation de l'aéronautique, d'autres secteurs seront concernés : les besoins du service public, les débouchés pour la recherche et les écoles formant aux métiers de l'Aéronautique, et puis, quels commerces ? Quels services dans une région aussi dévitalisée ?

LA PRIVATISATION N'A D'INTERET NI POUR L'ENTREPRISE, NI POUR LA REGION, NI POUR LE PAYS

Mais le secteur public ne doit-il pas évoluer ? Si bien sûr ! La politique des dirigeants socialistes a gravement dégradé notre industrie :

- en organisant systématiquement l'irruption des critères capitalistes dans la gestion,
- en incitant une financiarisation croissante
- en incitant, encore, une exportation massive d'activités en R.F.A.
- en supprimant aussi de nombreux emplois.

Aujourd'hui, l'existence d'un grand secteur nationalisé c'est une chance pour une autre politique et pour sortir de la crise : CARAVELLE, CONCORDE, AIRBUS auraient-ils trouvé des actionnaires et investisseurs suffisamment audacieux pour se lancer dans des programmes à long terme et non immédiatement rentables ?

Aucun industriel de l'Aéronautique et du Spatial ne peut exister et subsister sans financement public.

La réalisation d'un programme aéronautique pose quatre exigences :

1. une mise de fond importante au départ,
2. un savoir faire,
3. une coopération équilibrée entre entreprises françaises et avec d'autres pays Européens,
4. une volonté politique déterminante, compte tenu de

l'importance des fonds publics et de leur rôle clef dans les programmes aéronautique et spatiaux.

En liquidant le secteur public et nationalisé, et donc les leviers qui permettent d'agir efficacement contre la crise, le gouvernement cherche précisément à empêcher tout changement réel de politique.

En quoi les 300 milliards de francs que pourraient dégager ces privatisations seraient-ils de nature à régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés, car une partie importante de ces fonds est utilisée pour financer de nouvelles suppressions d'emplois et généraliser un peu plus les emplois précaires, type C.E.S. ?

Le risque d'un passage sous contrôle étranger d'un secteur entier de l'économie nationale est bien réel.

La démarche totalement dans les choix du gouvernement de cette droite ultra libérale et la construction de l'Europe de Maastricht, concentrent les investissements sur ceux qui assurent la compétitivité d'un produit et dégagent une rentabilité élevée.

Avec la privatisation d'Aérospatiale, l'Etat français n'aura plus la maîtrise des choix concernant l'aéronautique et le spatial.

LES COMMUNISTES APPELLENT A AGIR SIGNEZ CETTE PETITION ET ADRESSEZ-LA A LA FEDERATION DU PCF, 41 RUE DES OLIVETTES 44000 NANTES QUI FERA SUIVRE AU PREMIER MINISTRE

Monsieur le Premier Ministre,
Notre Pays a besoin, pour développer l'emploi et le progrès social, pour déployer des coopérations mutuellement avantageuses avec d'autres pays, de préserver, de renforcer le Secteur Public et Nationalisé.
L'aérospatiale a contribué de façon décisive à l'essor de la France, de son potentiel industriel, scientifique et technologique, de sa personnalité sociale et culturelle. Elle ne doit pas être privatisée, livrée aux spéculateurs.

NOM Prénom

Adresse Signature

La privatisation d'Aérospatiale, c'est la fin de la coopération et le début de la guerre des groupes avec DAIMLER BENZ

qui, avec la puissante BUNDESBANK en actionnaire, deviendrait le géant européen de l'Aéronautique.

DES SOLUTIONS EXISTENT

Quand 29 milliards sont dépensés pour la force nucléaire, il en reste 26 pour l'Aéronautique civile qui recherche le financement à taux élevé et endettement. A l'Aérospatiale, un salarié sur quatre travaille pour les remboursements aux banques ; à M.B.B., ce sont deux salariés sur 100.

- Il faut :
- Inverser ces choix.
 - Faire cesser ces prélèvements.
 - Utiliser l'argent pour le financement de production et d'emplois.
 - Reprendre les 30 milliards utilisés pour le surarmement et les investir dans le civil.
 - Regagner des parts de production sur l'A 320 et l'A 340.
 - Obtenir le financement de l'A 319 et de l'ATR 42-500.
 - Engager une politique

d'embauches, de reconnaissance de qualification.

- Eliminer le travail précaire.
- Développer une politique d'élévation des salaires et des qualifications.
- Réfléchir sur les programmes nouveaux et notamment le transport supersonique de grande capacité.

Aérospatiale est le fruit de luttes permanentes de l'ensemble des salariés, de leurs organisations. Des actions ont permis que CONCORDE et AIRBUS existent. Des actions ont permis de mettre en échec tous les projets antérieurs de réduction ou de liquidation de nos atouts. Ainsi, entre la volonté de privatisation et la capacité de l'imposer, il y a un fossé que l'on peut faire grandir sur les salariés s'en occupent vite et fort.

IL FAUT QUE SE RASSEMBLENT TOUS CEUX ET TOUTES CELLES QUI REFUSENT LA PRIVATION, QUI REFUSENT QUE L'EMPLOI ET L'AVENIR INDUSTRIEL DE NOTRE DEPARTEMENT SOIENT SACRIFIES.

C'est l'idée des cellules du Parti Communiste, de sa fédération. C'est l'enjeu de la situation.



Nous rendrons compte dans notre prochaine édition de la rencontre à Saint-Nazaire avec Sylviane Ainardi, député européen, membre du Comité central du PCF, conseillère régionale et conseillère municipale de Toulouse.

L'AERONAUTIQUE.

Par le biais des accords du GATT, Washington entend régler, entre autres, ses comptes avec Airbus, principal concurrent de Boeing. Le bras de fer n'est pas nouveau, mais avec un accord, le 15 décembre, il risque de tourner à un avantage décisif pour le fabricant de Seattle. La CEE a déjà cédé du terrain en baissant à 33 % les aides publiques directes dont bénéficie Airbus en Europe. C'est trop encore pour les USA, qui estiment que les subventions reçues par une industrie ne peuvent dépasser 5 % de son prix de revient. Dans le même temps, ils accordent des aides publiques à Boeing par la voie de son industrie aéronautique militaire. Précision : en souhaitant privatiser Aérospatiale - et ainsi vendre son industrie aéronautique à des capitaux privés français et étrangers, le gouvernement français joue le jeu de Washington.

LA RIPOSTE CONTRE LA POLITIQUE DE BALLADUR

Le ton monte contre les mesures Balladur. Grèves unitaires notamment le 12 octobre à EDF-GDF, à la SNCF, à la RATP, à la Poste, à France Télécom, dans l'Éducation Nationale...

La loi quinquennale Giraud-Balladur vise à démanteler les acquis d'un demi siècle de luttes des travailleurs.

La majorité de droite de l'assemblée nationale a adopté la loi quinquennale appelée abusivement « pour l'emploi ». Ce texte, qui met en pièces le Code du travail, comprend les principales dispositions suivantes :

Poursuite de l'« allègement des charges sociales » pour le patronat avec la budgétisation des allocations familiales, c'est-à-dire leur prise en charge par l'ensemble des contribuables à revenus modestes, ce qui se traduira inéluctablement par un alourdissement de leurs feuilles d'impôts. Cette mesure aura tendance à faire baisser l'ensemble des salaires vers le SMIC. Par ailleurs, les exonérations de charges pour l'embauche d'un premier salarié seront reconduites et élargies.

- Remise en cause du droit syndical par la fusion des fonctions de délégués de personnel et des comités d'entreprises dans

les établissements de moins de 100 salariés ainsi que la détermination de nouveaux seuils. Concrètement cela veut dire que les salariés disposeront de moins de délégués pour les défendre. C'est ce que M. Balladur appelle davantage de concertation.

- Annualisation de la durée du travail. Patronat et syndicats sont invités à conclure des accords de flexibilité avec suppression du paiement des heures supplémentaires. Ces accords ne seront pas négociés au niveau des branches professionnelles mais à celui des entreprises. Les pressions des directions des entreprises vont s'accroître pour obtenir des réductions d'horaires et (ou) de salaires en exerçant le chantage au chômage.

- Abaissement à 14 ans de l'âge d'accès à l'apprentissage

avec la suppression de la procédure d'agrément pour les employeurs. Des préadolescents pourront être employés à des travaux pénibles et insalubres sans garantie d'acquiescer une formation.

- Autorisation d'ouverture des magasins le dimanche dans les communes touristiques ou thermales et dans les zones d'animation culturelle permanente.



Cortèges unitaires, grèves et débrayages ont marqué la journée d'action du 12 octobre organisée par la CGT et FO.

Des centaines de milliers de salariés ont assuré son succès à Paris, Bordeaux, Marseille, Clermont-Ferrand, Nantes, Saint-Nazaire, etc.

Il s'est passé quelque chose de nouveau en ce 12 octobre. Certes, ce n'était pas une grève générale, massivement suivie, dans le privé comme dans le public, à l'appel de l'ensemble des syndicats. Mais, comme ébauche d'un mouvement large, interprofessionnel, uni, à la mesure de l'attaque du gouvernement Balladur contre le monde du travail, c'est une vraie réussite.

D'AUTRES CHOIX POSSIBLES

Intervenant dans le débat, Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a démontré l'inefficacité des cadeaux faits au patronat : 640 millions de francs d'exonérations et un million de chômeurs en 1977 ; 85 milliards d'aides aux entreprises et 3 millions de chômeurs en 1993.

Aucune des mesures de flexibi-

lité, de précarité, d'atteintes aux droits des syndicaux n'ont empêché la progression du nombre des chômeurs.

« Ce que l'on n'a pas encore essayé, a affirmé Alain Bocquet, c'est l'utilisation de l'argent pour l'emploi ». Dans cet esprit, il a développé des mesures concrètes : stopper les licenciements en appliquant la loi du 27 janvier 1993. (Le

gouvernement a préféré l'abroger), exiger des entreprises des contreparties aux aides qui leur sont octroyées ; taxer la spéculation et l'exportation des capitaux ; augmenter les bas et les moyens salaires ; améliorer les conditions et diminuer le temps du travail ; développer et humaniser les services publics ; développer les productions françaises.

DES MOYENS FINANCIERS POUR LES COMMUNES, LES DÉPARTEMENTS ET LES RÉGIONS DIMINUTIONS DES IMPÔTS LOCAUX POUR LE PLUS GRAND NOMBRE MANIFESTATION SAMEDI 23 OCTOBRE A MATIGNON

L'heure est à la riposte

La situation économique et sociale devient catastrophique. Le chômage prend des proportions inquiétantes. La précarité de l'emploi ne fait que se développer.

Alors qu'on demande toujours plus au monde du travail, aux salariés et aux plus démunis,

d'énormes cadeaux sont accordés aux entreprises.

L'ampleur des nouveaux coups que le pouvoir entend porter aux citoyennes et aux citoyens à travers une brutale réduction des recettes des collectivités territoriales dans le cadre du projet de loi de finances pour 1994, confirme le bien

fondé de la riposte à cette politique.

Avec la baisse des compensations fiscales dues aux communes en contrepartie des allègements de taxe professionnelle décidés par l'Etat, une restriction supplémentaire des conditions et la baisse du niveau de remboursement de T.V.A. sur

les investissements, le gel des principales dotations au niveau actuel qui équivaut à un recul compte-tenu de l'inflation attendue (+ 2 %), ce sont au moins 5 milliards qui sont en jeu.

Mises en application, ces menaces aggraveraient encore les conditions de préparation des budgets locaux, pousseraient les élus à différer les investissements utiles, à affaiblir les services indispensables à la population et à recourir, après une hausse moyenne de 10 % en 1993, à de nouvelles augmentations des impôts locaux sur les familles.

Tandis que 900 milliards de capitaux spéculatifs échappent chaque année à l'impôt et que l'Etat verse 235 milliards « d'aide » aux entreprises, le gouvernement vient de confirmer son refus de mettre en place les commissions départementa-

les de contrôle des fonds publics destinés à l'emploi et à la formation. Réduites au silence face à ces incroyables détournements de fonds publics, les collectivités locales sont invitées, au nom d'une solidarité qui épargne l'Etat et le capital, à se répartir une dotation sans cesse réduite.

Daniel Höeffel, ministre délégué aux collectivités territoriales, annonce la couleur en déclarant : « L'effort de l'Etat et des collectivités locales ne peut plus être disjoint, cela obligera à beaucoup de rigueur dans les années à venir ». Une telle situation conduira inévitablement à alourdir un endettement qui, avec des taux d'intérêts prohibitifs, alimente le marché financier. Pour 79 milliards d'emprunts nouveaux cette année, les collectivités locales rembourseront, au taux actuel, 112 milliards.



Des élus dans la lutte

Les élus communistes et républicains invitent largement à ce que se rassemblent à la manifestation du 23 octobre toutes celles et tous ceux qui pensent que, dans l'édifice que tente de démolir la droite, la commune est un pilier à défendre et à renforcer pour combattre le déclin social et national.

Le rendez-vous est fixé à 14 h 30, au métro Assemblée Nationale.

HOMMAGE AUX MARTYRS DE LA RESISTANCE - FRANCIS W



De nombreuses personnalités étaient présentes à la commémoration :

Outre Francis WURTZ, la délégation du PCF était composée de Madeleine VINCENT membre du Bureau Politique, Gilles BONTEMPS et Bernard VIOLAIN, membres du Comité Central. Mme BURON, maire de Châteaubriant et député européen. M. Jean GRAZON, membre du bureau national de l'ANACR. Des représentants de l'UFAC (Union fédérale des anciens combattants), de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance), de la FNDIRP (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes).

On remarquait la présence d'André DELUCHAT, secrétaire de la CGT ; de Guy TEXIER, secrétaire régional de la CGT ; celle de Maurice PICONNIER, président du Comité du souvenir des héros de Nantes et de Châteaubriant ; celles de nombreux élus et responsables de plusieurs fédérations du PCF : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Vendée, Morbihan, Mayenne et Sarthe. Comme chaque année, les membres des familles des victimes étaient présents à cet hommage : Germaine HENAFF, épouse d'Eugène HENAFF ; Jacqueline TIMBAUD, vice-présidente de l'Association des familles de fusillés, et fille de Jean-Pierre TIMBAUD ; Claude POULMARCH... Bruno PIRIOU conduisait, pour sa part, la délégation du Mouvement de la Jeunesse communiste.

C'est un cortège recueilli qui s'est rendu à la carrière des Fusillés de Châteaubriant, pour l'hommage aux 27 otages que les nazis passèrent par les armes, le 22 octobre 1941. Parti de la ville, sous la conduite de l'harmonie municipale, le cortège a refait une partie du chemin accompli, plus de cinquante ans auparavant, par ces hommes qui avaient en commun d'être des résistants et, pour la plupart, unis par l'idéal communiste.

Maurice Nilès, le président de l'Amicale Châteaubriant - Voves - Rouillé, après avoir salué l'assistance, rappela que les 27 otages avaient « la France au cœur et « la Marseillaise » aux lèvres ». Il souligna que c'était un devoir, aujourd'hui, que de s'efforcer, à leur exemple, de « construire ensemble le bonheur et la paix ». Martine Buron, maire de Châteaubriant et député européen, évoqua ensuite « le sacrifice dont l'honneur tragique a rejailli sur la cité ». Elle rappela les liens qui, sous l'occupation nazie, s'étaient tissés entre la population du camp et celle de la ville. Elle conclua ainsi : « l'idéal des vingt-sept otages constitue un exemple à suivre encore de nos jours ».

Jean Grazon, membre du bureau national de l'ANACR, dressa l'historique de la tragédie des 27, jugeant « important et réconfortant que la France profonde n'oublie pas ». Il cita ces mots d'Eluard : « Si l'écho de leur voix faiblit, nous périrons ». Il déclara : « Un peuple qui oublie son passé est condamné à le revivre ».

Francis Wurtz, député européen, membre du Bureau politique du PCF, évoqua tout d'abord « le jardin personnel » de plusieurs des « vingt-sept », soulignant : « Le Parti communiste français est fier de compter parmi les siens des hommes d'une telle noblesse (...) Le courage qui fut le leur, face à la barbarie nazie, jusqu'au sacrifice suprême, ne doit pas nous faire oublier qu'ils étaient d'abord et avant tout des êtres de chair et de sang, aimant la vie et le bonheur, aspirant à combattre pour la justice et la dignité, non à mourir en martyrs (...). Le fait que ces hommes « comme les autres » aient accepté la mort, sans fléchir, n'en est que plus bouleversant ».

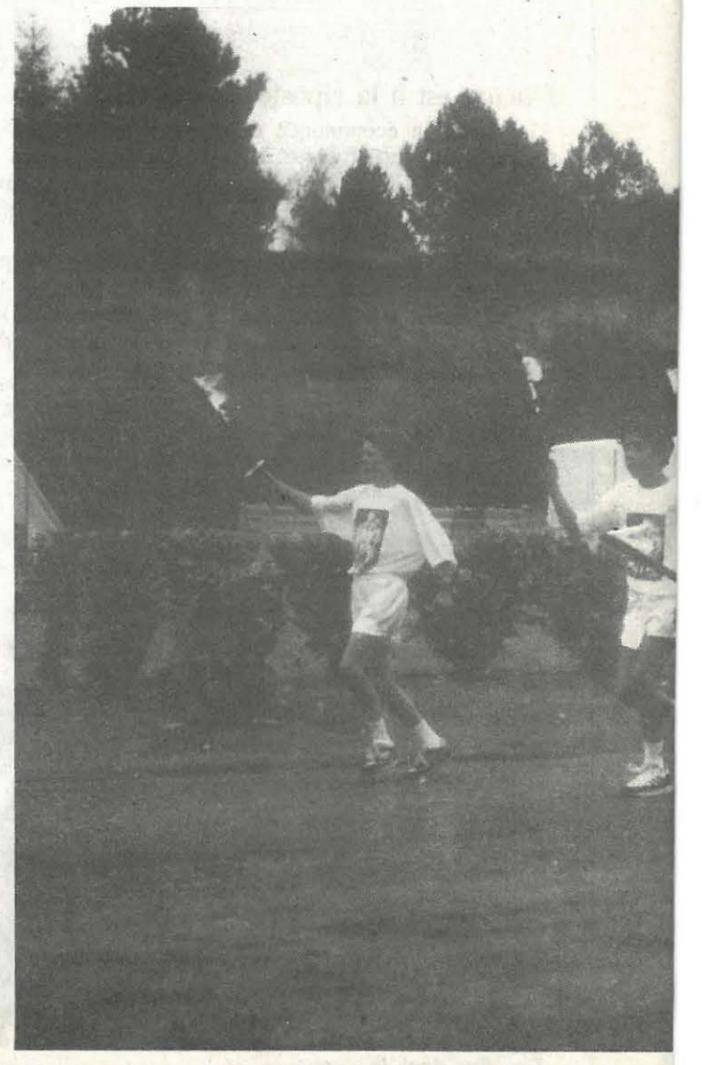
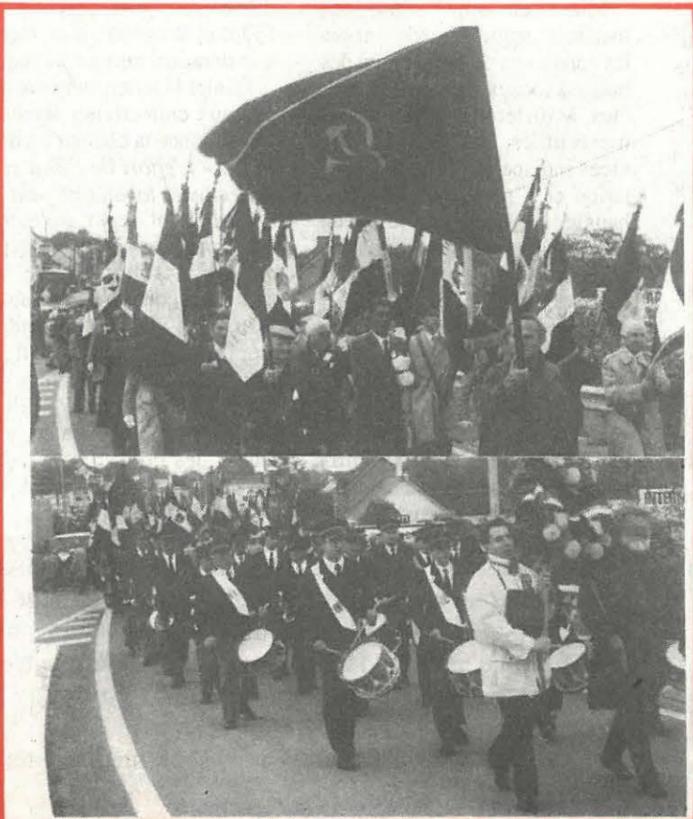
Il a poursuivi : « C'est cette conception de la nation, étrangère à tout nationalisme, qui conserve, à nos yeux, toute son actualité. La France est composée de gens de tous horizons. (...) Chaque immigration a, par l'élément de civilisation qu'elle a apporté, enrichi l'identité française (...). C'est ce brassage

de cultures qui fait que la nation française n'est pas fondée sur le droit du sang, mais sur le droit du sol. C'est la nature composite de notre culture qui fait sa richesse, et, pour une part, sa spécificité, sa portée démocratique et solidaire. Car le fil conducteur, qui tend à rapprocher nombre de ses membres, ce n'est pas une identification à une ethnie commune, sinon supérieure, mais une référence à des valeurs communes.

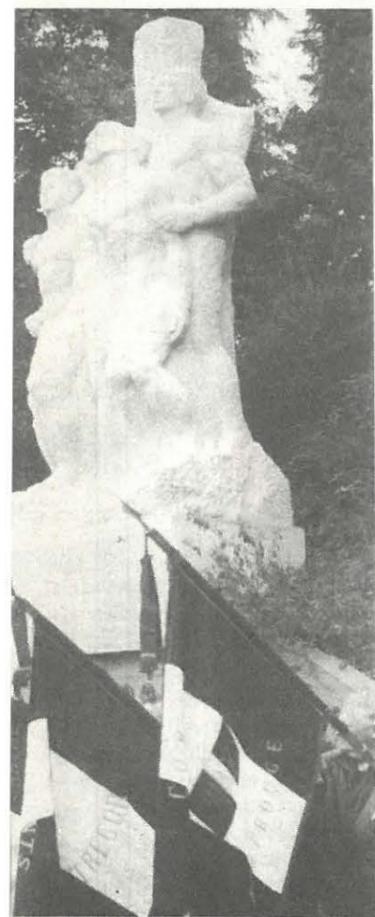
Ainsi conçue, a ajouté Francis Wurtz, la nation exclut le repli sur elle-même, tout comme une quelconque hégémonie sur autrui. Elle est, en revanche, le cadre par excellence où les citoyens peuvent espérer influencer



27 jeunes castelbriantais sont partis du camp de Choise symbolisant le trajet des fusillés de ces hauts lieux de l



WURTZ : « LA LEÇON D'ESPOIR DES 27 DE CHATEAUBRIANT »



sur les décisions majeures qui les concernent, y compris celles qui déterminent les initiatives internationales de leur pays. Cela pose la question de la souveraineté nationale. Pour être pleinement en prise avec les réalités de notre temps, celle-ci doit, pensons-nous, intégrer deux données aujourd'hui inséparables. A la fois celle de l'interpénétration croissante des sociétés et de l'activité humaine, qui pousse à un déploiement tous azimuts des coopérations, et celle d'une guerre économique, idéologique et culturelle sans merci qui, elle, rend proprement vital le droit des faibles de se protéger contre les assauts des puissants. La souveraineté n'est pas un rempart contre les coopérations, mais une protection contre les dominations ».

Francis Wurtz a conclu : « Près d'un demi-siècle après la victoire de la démocratie sur le fascisme et l'adoption de la Charte des Nations unies, nous ne pouvons ignorer que la majorité de l'humanité subit, dans tous les domaines de la vie, les

rapports de domination qui structurent le monde, aggravant les inégalités, les exclusions et l'oppression, y compris sous les formes les plus insoutenables.

En plus des guerres, songeons, comme la récente Conférence mondiale sur les droits de l'homme l'a souligné, que « 1,5 milliard d'êtres humains vivent dans la pauvreté absolue, et un autre milliard au seuil de cette pauvreté » ! L'exigence d'un authentique nouvel ordre international, plus juste et plus équilibré, se fait de jour en jour plus pressant. Le monde reste à changer (...) Aucune situation n'est jamais sans issue, pour peu que les peuples sachent s'unir autour de leurs aspirations essentielles et agir sous les formes adaptées. Cette leçon d'espoir, les « vingt-sept » de Châteaubriant n'ont pu la vérifier eux-mêmes, mais, en pleine nuit noire, ils l'avaient pressentie. Nous ne pouvons leur rendre meilleur hommage que de nourrir, à notre tour, cette confiance en l'avenir dans les combats cruciaux de notre temps ».



« Gardons nos rires et nos chants »

Beaucoup d'attention et d'émotion en écoutant l'évocation historique de Jacques Mignot, avec notamment Mouloudji. Emotion également quand Maurice Pionnier, ancien du camp, a entonné un chant de lutte et d'espoir, écrit dans le camp : le « chant du camp de Châteaubriant ».

COURSE DU SOUVENIR

et 9 autres de la Blisière. Ils ont rejoint la carrière des fusillés, porteurs de flambeaux de la Résistance Française.



Le dimanche matin, une cérémonie s'est déroulée à La Blisière où 9 autres otages furent fusillés.

28^e CONGRES DU PCF

LE DEBAT EST OUVERT

Le Comité central du Parti communiste français s'est réuni pour donner le coup d'envoi du 28^e Congrès dont les assises finales auront lieu du 25 au 29 janvier 1994.

Le Comité central a adopté trois documents préparatoires qui serviront de base à la discussion de tous les communistes : le « manifeste », le programme et les nouveaux statuts. Dans la résolution qu'il a adoptée lors de sa réunion, le Comité central précise qu'« il s'agit de bases de travail soumises aux communistes pour permettre à leur discussion de se déployer. Elle ne préju-

gent pas du point d'arrivée de cette discussion. Ce sont les communistes et personne d'autre qui vont décider. Ils vont fixer eux-mêmes, librement, la politique de leur parti et ses règles de fonctionnement, élire leurs délégués et leurs directions. Dans cet esprit, le congrès commence déjà. Les communistes vont continuer d'agir, avec toutes leurs capacités d'initiatives, pour rassembler le plus lar-

gement dans le combat indispensable contre la politique du gouvernement Balladur et pour d'autres solutions. C'est ainsi, dans la vie active, qu'ils vont élaborer leur politique en confrontant leurs opinions ». Le Congrès a besoin des avis de tous les communistes sans exception, de tous ceux qui subissent les conséquences de la politique actuelle et qui aspirent à du nouveau.

NECROLOGIE

La cellule Michel de Nantes-les-Ponts, à la douleur de vous faire part du décès du camarade Louis STORTZ, survenu à son domicile, dans sa quarante-deuxième année et s'associe au chagrin de sa famille et de ses amis.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.5636
REDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

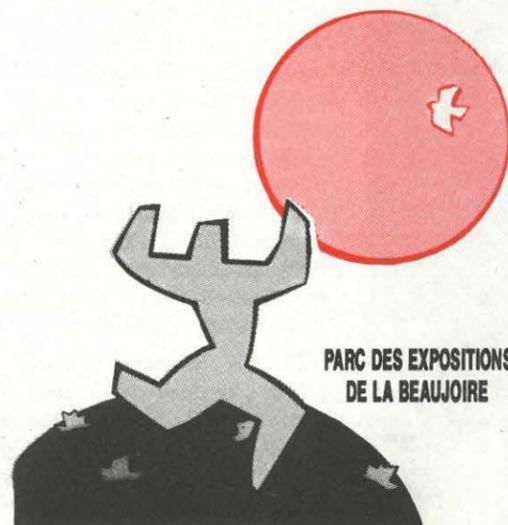
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

LES COMMUNISTES
DU CANTON DU
LOROUX BOTTEREAU
vous proposent une

SOIRÉE TRÈS SYMPA
Samedi 6 Novembre
de 20 H à 3 H le lendemain
AMBIANCE GUINGUETTE

FÊTE DE NANTES

SAMEDI ET DIMANCHE
20 et 21 NOVEMBRE
1993



— Parce que la vie collective suscite

sans cesse des besoins nouveaux.



 groupe gifco

DES RÉPONSES

POUR LES

COLLECTIVITÉS

MANDELA NOBEL : UN HOMMAGE AU PEUPLE SUD-AFRICAIN



L'attribution du prix Nobel de la paix à Nelson Mandela - et à lui particulièrement - est une fantastique reconnaissance de l'action d'un homme, de son peuple et de son organisation de libération, le Congrès National Africain.

Un enseignement essentiel est à retenir : aucune cause libératrice n'est définitivement perdue.



Le 1^{er} juin 1986, des dizaines de milliers de jeunes défilaient à Paris à l'appel de la jeunesse communiste.

Georges Marchais : « Une reconnaissance universelle »

Le secrétaire général du Parti communiste français a fait la déclaration suivante : « Rarement prix Nobel de la paix aura été aussi mérité que celui qui vient d'être - enfin - décerné à Nelson Mandela. Lorsque, il y a quatre ans, le Parti communiste français et son Comité de défense des libérés et des droits de l'homme ont pris l'initiative d'une vaste campagne en ce sens, il s'agissait encore d'arracher des prisons de l'apartheid le plus ancien détenu politique du monde. Depuis lors, que de chemin parcouru !

Au prix de cruels sacrifices, le peuple sud-africain, soutenu par une mobilisation interna-

tionale qui est allée croissant, a su créer peu à peu les conditions d'une nouvelle étape historique de son combat.

« Certes, l'extrême pauvreté de millions d'hommes et de femmes, la perpétuation d'un lourd climat de violence et la permanence de réelles incertitudes constituent toujours de sérieux sujets de préoccupation. Mais la perspective des premières élections libres dans l'histoire du pays, puis d'un gouvernement non racial se fixant pour objectif la construction d'une société démocratique, constituent incontestablement un tournant de très grande portée.

« Le rôle central joué par

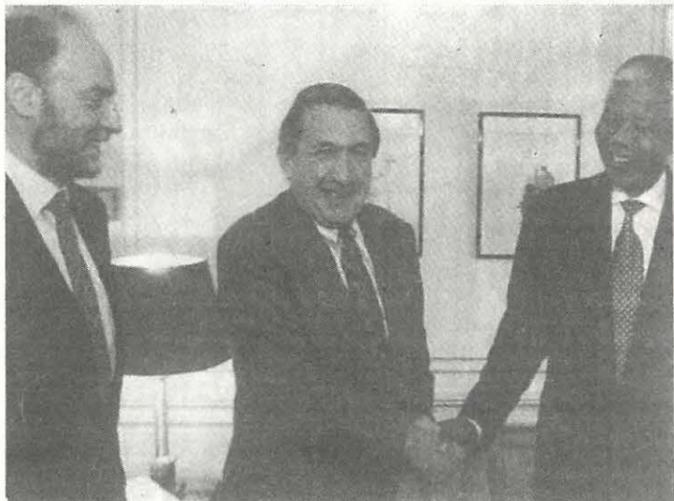
Nelson Mandela dans ce processus lui valait bien cette haute distinction. Les communistes français l'en félicitent chaleureusement. Cette reconnaissance universelle suscitera légitimement émotion et espoir dans le peuple sud-africain. Puisse le fait que le président De Klerk ait été associé à cet hommage encourager les autorités sud-africaines à adopter dans la période cruciale qui s'ouvre l'attitude responsable que la communauté internationale attend d'elles.

« Une nouvelle étape de la solidarité commence : les communistes français auront à cœur d'y tenir toute leur place ».

La formidable mobilisation internationale en faveur de la libération de Nelson Mandela et contre le système d'apartheid a rassemblé des hommes et des femmes de sensibilités extrêmement diverses.

En France, nous avons pris notre part aux campagnes de solidarité, et il n'est pas exagéré de souligner le rôle particulièrement actif du Mouvement de la jeunesse communiste à une époque où le nom de Mandela n'était connu que par moins de 5 % des Français. L'énorme potentiel de forces solidaires regroupées pour soutenir la lutte contre le racisme institutionnalisé ne doit-il pas demain se retrouver pour accompagner le peuple sud-africain dans sa marche vers la démocratie et se placer aux côtés des nombreux peuples en lutte pour vivre en paix et dans la liberté ?

La solidarité du PCF



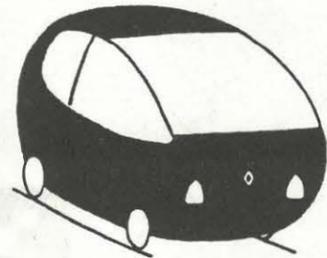
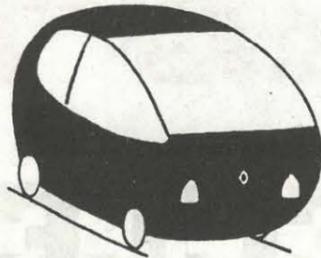
La veille de sa distinction, André Lajoinie et Francis Wurtz, membres du Bureau politique du PCF, ont rencontré, à Paris, Nelson Mandela. Le leader de l'ANC a insisté sur la nécessaire solidarité de la communauté internationale pour que les prochaines élections se déroulent dans de bonnes conditions. André Lajoinie a assuré l'ANC de la solidarité active des communistes français non seulement dans cette période qui doit conduire aux élections, mais aussi après celles-ci pour que les autorités et les entreprises françaises, en particulier publiques, coopèrent avec l'Afrique du Sud dans la volonté d'améliorer d'abord, les conditions de vie du peuple sud-africain. Remerciant le PCF de son soutien, Nelson Mandela a demandé à la délégation de transmettre ses salutations amicales à Georges Marchais.

TWINGO, VENEZ VOUS FAIRE UNE NOUVELLE IDÉE DU FINANCEMENT AUTO.

AU COMPTANT
55 000 F

FINANCÉE
56 650 F

SUR 36 MOIS : COÛT TOTAL 103 %*
en cas d'acquisition



*Twingo Année Millésime 94 au prix de : 55 000 F. Location avec option d'achat sur 36 mois comprenant un apport initial de 27 500 F (dépôt de garantie de 8 250 F égal à l'option d'achat finale et un premier loyer majoré de 19 250 F), suivi de 18 loyers de 1 100 F et de 17 loyers de 550 F. Coût total en cas d'acquisition : 56 650 F (hors assurances). Offre valable jusqu'au 31 Octobre 1993. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A. au capital de 400 000 000 F. Siège social : 14, Avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand. RCS Bobigny B 702 002 221.

TWINGO. À VOUS D'INVENTER LA VIE QUI VA AVEC !

RENAULT ST-NAZAIRE

Voie express Pornichet

Tél. 40.70.35.07



RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

DU 25 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE

ANNIVERSAIRE



SALON LOOK 3 PIECES

Réf. RAINBOW
Canapé fixe 3 places, 185 x 90 x 90 cm
+ 2 fauteuils, 90 x 90 x 80 cm,
carcasse bois, côtés plaqués en
aggloméré, ressorts Nosag,
lattes en hêtre, siège en mousse
polyester : densité 30 kg,
coloris au choix,
l'ensemble

2490^F

E. LECLERC

FORCE 6



ATLANTIS ST-HERBLAIN - Rte de LA ROCHELLE REZE "ZONE OCEANE"
BASSE GOULAIN "POLE SUD" - ORVAULT "GRAND VAL"
Rte de PORNIC REZE "ATOUT SUD" - ATLANTIS ST-HERBLAIN - PARIDIS ROUTE DE PARIS